

Guinée une histoire des violences politiques

Chapitre 3 : Corps habillés, mécanique de la violence Criminalisation > violence

Par Olivier Rogez
Publié le 14/06/2018

« ... Ce qui s'est passé, c'est qu'au cours d'une patrouille des policiers ont arrêté des Colombiens, des narcotrafiquants. Ils ont saisi beaucoup de drogue et l'ont déposée à la CMIS. Le lendemain, les militaires sont venu chercher la drogue et ont attaqué la compagnie. »

Témoignage anonyme de l'un des directeurs de la police.

De 1958 à 1984, le régime était à vocation socialiste et n'a pas pris en compte les droits de l'Homme. Sous Lansana Conté de 1984 à 2008, les militaires étaient au pouvoir et les droits de l'Homme n'étaient pas leur préoccupation. Il y avait même une grande confusion des rôles et des fonctions. C'est à cette époque que l'on a vu des militaires se permettant de contrôler les identités des citoyens dans la rue. Ce qui est un abus total. À cette époque, les généraux s'engraissaient sur le dos de l'État et les soldats qui étaient aux barrages militaires, se payaient sur la population. Ils contrôlaient les identités uniquement pour prendre de l'argent. Avec l'arrivée de Dadis Camara au pouvoir (décembre 2008-octobre 2009) et le régime du CNDD, on a vu un ramassis de voyous prendre le pouvoir. Il arrivait qu'en plein jour des soldats s'attaquent à un commerçant et vident entièrement sa boutique. Un militaire pouvait vous braquer dans la rue et emporter votre véhicule sans que vous ne puissiez rien faire. C'était d'ailleurs la spécialité de Toumba (Aboubacar Diakité, dit Toumba, ex-chef de la Garde présidentielle de Moussa Dadis Camara, actuellement sous les verrous pour son implication présumée dans les massacres du 28 septembre 2009). Il volait des pick-up dans les rues de Conakry pour les revendre au Mali. La Garde présidentielle faisait n'importe quoi à l'époque. Et la guerre entre armée et police s'est poursuivie.

On se souvient de la guerre qui s'est déroulée en 2008 entre les policiers et les soldats en pleine ville. Il y a eu des morts quand les soldats ont attaqué une caserne de CMIS (l'équivalent des CRS, *NDLR*) dans le quartier « Cameroun ». À l'époque on a prétendu que c'était des histoires de soldes et de traitement. C'est faux. Ce qui s'est passé, c'est qu'au cours d'une patrouille des policiers ont arrêté des Colombiens, des narcotrafiquants. Ils ont saisi beaucoup de drogue et l'ont déposée à la CMIS. Le lendemain, les militaires sont venu chercher la drogue et ont attaqué la compagnie. Il y a eu neuf morts. Ces militaires étaient des gens de la Garde présidentielle, des bérets rouges. Voilà comment ça fonctionnait à l'époque. Ils ont aussi attaqué la brigade antidrogue quelque temps après. C'était des voyous. Des bandits. Et ce sont eux qui ont pris le pouvoir à la mort de Conté. L'armée était alors aux mains d'un groupe de bandits. Des généraux et des officiers choisis dans le clan du président avaient mis le pays en coupe réglée.

Cette guerre remonte à la période de Sékou Touré. Il avait des services de renseignements que les gens identifiaient souvent à la police. L'objectif de ces services c'était d'abord de

surveiller l'armée, en particulier les généraux, afin de prévenir toute tentative de coup d'État. En dehors de cela, ces services de sécurité surveillaient les riches commerçants, ou les gens qui avaient été formés en Europe de l'Ouest. Par exemple, à chaque mois d'août, on avait droit à un complot. Le mois d'août correspond à la période de soudure dans les campagnes. Les réserves se terminent et la nouvelle récolte n'est pas encore arrivée et souvent les gens ont faim. Pour éviter un soulèvement on inventait un complot. On arrêtait des gens et on faisait peur à tout le monde. C'était ça le travail des services de renseignements. Et à la mort de Sékou Touré, les gens en voulaient à la police en général. Elle était détestée. En réalité, c'était une police parallèle qui agissait. Mais les gens ne faisaient pas la différence. À la mort de Sékou Touré, on a commencé les règlements de compte. Par malheur, quand les gens ont commencé à ouvrir les archives, ils ont vu les bulletins d'information sur les complots, les lettres de dénonciation. À partir de là, Diarra Traoré qui était le Premier ministre du CMRN (Comité militaire de redressement national, la junte qui a pris le pouvoir à la mort de Sékou Touré) s'est déchaîné contre la police. Les militaires s'attaquaient à la police. Lorsque Lansana Conté a éliminé Diarra Traoré après sa tentative de coup d'État, les choses ont un peu changé. Conté était plus mesuré. Il préférait laisser la police végéter, sans équipements, sans entretien. On a laissé la police se dégrader lentement. En fait, il a mené la même politique que Diarra Traoré mais de façon moins brutale. Il a laissé la police agoniser. Le pays a commencé à être géré sur des bases ethniques et l'on a fait entrer dans la police tout un tas de personnes sur leur simple appartenance ethnique et non sur leurs capacités.

Le niveau de sous-équipement est tel que j'ai découvert que 65% de nos installations, commissariats urbains ou centraux sont squattés ! Ce sont des bâtiments qui ont été spoliés à leurs propriétaires durant la révolution. Il arrive encore aujourd'hui qu'un commissariat soit obligé de verser un salaire à ses propriétaires fonciers !

Nous sommes en train de débiter un programme de police de proximité. L'idée est de faire participer la population à la politique de sécurité dans les quartiers. C'est un programme pour lequel nous avons des financements européens. On a d'ailleurs repris le modèle français de police de proximité qu'a supprimé Sarkozy chez vous. Les commissariats de Conakry servent de laboratoire et on va élargir ensuite peu à peu. Dans le même ordre d'idées, L'UE a mis le paquet sur l'inspection générale. On a désormais un code de déontologie et un conseil de discipline mais qui n'est pas encore tout à fait opérationnel. Nous avons à nouveau une volonté de contrôle interne à la police. On a même commencé à sanctionner des policiers coupables de délits et de crimes. L'inspection générale doit nous y aider. Ça tarde encore à se mettre en route mais on va y venir.

Concernant les manifestations de février 2017 qui se sont traduites par huit morts dans les rues de Conakry, j'estime qu'il n'est pas normal que des policiers aillent en intervention, qu'il y ait des victimes et que l'enquête n'avance pas. Cela signifie purement et simplement qu'il n'y a aucune volonté politique de régler les choses. C'est l'aspect le plus problématique de ces réformes. On ne peut pas se contenter d'aller devant les bailleurs de fonds et de parler. Il faut poser des actes. À chaque manifestation des gens en tenue, policiers et gendarmes tuent des citoyens. Et les gens finissent par penser que la police est là pour les punir.

Souvent il manque du matériel. Et les policiers sont débordés durant les manifestations. Depuis 2010, vingt policiers sont devenus infirmes à la suite des blessures reçues durant les manifestations. Personne, absolument personne ne les a pris en charge. J'ai vu récemment une mère de policier de la ville de Mamou. Son fils a eu la hanche brisée suite à des manifestations. On lui a fait croire à une prise en charge intégrale, à des soins pour son fils. Mais on l'a roulée dans la farine. Elle n'a rien eu.

Retrouvez l'intégralité de la collection « Guinée : une histoire des violences politiques » sur RFI Savoirs en cliquant [ici](#).